

## LES NATIONS UNIES

LE BIAFRA—LA RÉOLUTION PORTANT LA  
DISCUSSION DES ASPECTS  
HUMANITAIRES

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert):** Monsieur l'Orateur, étant donné que la question du Biafra intéresse deux ou trois ministères, j'aimerais demander au premier ministre s'il peut nous dire si les sentiments hautement humanitaires du secrétaire d'État aux Affaires extérieures à l'égard des Biafrais affamés ont poussé le gouvernement à présenter une résolution, de concert avec d'autres pays membres des Nations Unies.

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, la dernière fois que j'ai répondu à des questions, j'ai donné la réponse à celle-ci. Nous espérons toujours qu'il sera possible de discuter des aspects humanitaires de ces événements tragiques aux Nations Unies. Toutefois, comme je l'ai dit, je ne crois pas qu'un débat, à l'ONU, sur l'avenir politique du Nigéria aide les Biafrais qui meurent de faim, et c'est pourquoi la plupart des pays hésitent énormément à présenter une résolution du façon telle qu'elle entraînerait uniquement ce genre de débat.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Une autre question supplémentaire. Puis-je demander au ministre pourquoi le Canada n'a pas pris les devants à ce sujet, en déposant une résolution, et pourquoi il n'a pas cherché à savoir quelles étaient les nations hostiles à une intervention? Pendant que nous nous répandons en paroles et que les Nations Unies épiloguent sur la question, tous les jours des milliers de gens meurent.

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, si je pouvais donner à la Chambre la moindre raison de croire qu'une résolution de ce genre pourrait venir en aide aux populations du Nigéria et du Biafra, je n'hésiterais certainement pas à la présenter. Des renseignements que j'ai obtenus auprès de tous les pays avec lesquels notre délégué s'est entretenu, il ressort qu'il faut aborder cette question de telle sorte que les Nations Unies puissent en considérer les aspects humanitaires sans qu'il en résulte un débat entre les grandes puissances mondiales sur les futures destinées du gouvernement du Nigéria.

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Je voudrais poser une question complémentaire. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous dirait-il s'il a reçu une réponse à la lettre qu'il avait envoyée au secrétaire général des Nations Unies et, si oui, s'il la déposera afin que les députés puissent la voir?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, j'espérais recevoir une réponse cette semaine, mais je ne l'ai pas encore reçue. Je la déposerai certainement dès qu'elle arrivera.

**M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond):** Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire au premier ministre. Le premier ministre et son gouvernement craignent d'intervenir dans les affaires intérieures du Nigéria; alors, pourquoi cette volte-face? Ils se sont arbitrairement immiscés dans les affaires intérieures de la Rhodésie, et maintenant ils opèrent une volte-face complète.

**Le très hon. M. Trudeau:** Il s'agissait d'une décision des Nations Unies; voilà toute la différence. C'était une décision du Conseil de sécurité.

## LES MÉDICAMENTS

## LES STOCKS DE VACCIN ANTIVIRUS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord):** Monsieur l'Orateur, je veux poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme un éminent médecin canadien nous a sérieusement avertis que le virus de type A-2 envahira l'Amérique du Nord cet automne et que ses conséquences seront graves, et comme il n'y a pas de vaccin antiviral disponible, le ministre peut-il nous assurer que toutes les mesures nécessaires sont prises pour fournir le vaccin afin de protéger la santé du public?

**L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur l'Orateur, je crois que le ministère va prendre l'affaire en main, mais je prends avis de cette question et j'y répondrai au début de la semaine prochaine.

## L'AGRICULTURE

MONTRÉAL—LA FERMETURE DU MARCHÉ  
ATWATER

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Ian Watson (Laprairie):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Consommation. Comme on songe à fermer le marché agricole Atwater à Montréal, envisagerait-il de consulter le ministre de l'Agriculture en vue d'étudier les mesures que pourraient prendre conjointement leurs deux ministères pour favoriser l'exploitation de marchés agricoles dans les villes et banlieues canadiennes?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. On a pris note, je suppose, des instances présentées par le député.